

LES TRAVAILLEURS DE GENÈVE SAVENT PASSER À L'ACTION...

Une grève du bâtiment était en cours à Genève. Les pourparlers ayant pour but de mettre fin au conflit traînant en longueur. Les «*négociations*», sans les menaces d'action directe à la base, on sait ce que ça peut donner. Or, dans le cas de la grève du bâtiment genevois, il fallut, pour faire aboutir les pourparlers, que la masse salariée fasse connaître sa volonté de se solidariser avec les grévistes.

L'*Union des Syndicats* invita les travailleurs - à l'heure où devaient se rencontrer des représentants du salariat et du patronat - sur la place de l'hôtel-Dieu de Genève. Cela se passait le 26 avril. Chacun attendait les résultats; mais il s'agissait de démontrer que les travailleurs savent être solidaires dans la lutte. Un représentant patronal fut malmené, et devant l'ampleur de la manifestation, de grands renforts de police avaient été amenés. Les arroseuses municipales et les gaz lacrymogènes furent utilisés pour venir à bout des manifestants.

Le fait le plus marquant de cette démonstration fut l'impuissance des agents de la «*force publique*» qui, malgré les moyens mis à leur disposition, ne purent empêcher plusieurs centaines de manifestants de faire irruption dans les bureaux de l'Hôtel de Ville. Ne se contentant pas de vagues «*mots d'ordre*», trop en vogue dans les organisations syndicales, peu respectueux de la chose officielle et du droit de propriété, pas plus que de la police, ils s'emparèrent de tous les dossiers qui purent leur tomber sous la main, ainsi que du matériel de bureau et en arrosèrent copieusement les forces de police qui étaient dehors.

Voilà bien un bel exemple de «*vacances de la légalité*»!... La bourgeoisie genevoise est horrifiée par un tel spectacle, et le journal réactionnaire «*Le Suisse*» déclame son indignation. N'empêche que, devant cette attitude résolue de la classe ouvrière, en présence d'une menace de grève générale; le patronat - qui se montrait encore plus dur que le gouvernement - donne satisfaction aux ouvriers du bâtiment.

Bel exemple d'action directe et de solidarité ouvrière. Ce n'est que devant des démonstrations de leur force que les travailleurs font céder le patronat et l'État. Des «*négociations*» ne peuvent aboutir et avoir du sens que lorsqu'une pression directe est exercée par les salariés sur les lieux même du travail..., même si, des «*représentants*» ouvriers siègent au gouvernement.

Quant à la destruction des documents officiels pratiquées par les travailleurs à la mairie de Genève, le jour où elle sera généralisée, ce sera vraiment la transformation sociale; la véritable Révolution. Car ce monde décadent ne sera complètement détruit que le jour où les cadastres, registres et dossiers de toutes sortes, sanctionnant, codifiant les inégalités, auront été réduits en cendre.

Révolution par la loi? disent les politiciens. Non! La Révolution se fera sans la loi, contre la loi.
